d'obtenir le soutien des membres de la Chambre, en considérant la question très-importante des statistiques. L'hon. monsieur reçut pour réponse du PREMIER-MINISTRE que dans la position où en était la question lui le (PREMIER) ne considérerait pas que la Chambre pût les assister, que le gouvernement avait pris le sujet en considération, et qu'il valait mieux laisser l'affaire entre ses mains. La Chambre adopta cette opinion et la motion fut retirée. Il était par conséquent un peu surpris d'apprendre qu'une motion avait été faite à l'autre extrémité de la bâtisse pour référer la même question à un comité, le monsieur qui représentait là le gouvernement avait déclaré que le gouvernement désirait l'assistance d'un comité sur la question.

L'HON. M. MACKENZIE dit qu'il n'avait pas la moindre objection à ce que l'hon. membre pour Waterloo Sud eut un comité spécial sur la question; mais cet hon. membre avait proposé de référer la chose à un comité de toute la Chambre, et lui (M. MACKENZIE) avait déclaré qu'il ne voyait pas ce que l'on pouvait gagner à suivre ce procédé, en autant que par ce moyen on ne pouvait en venir à d'autre résultat que d'obtenir une discussion. Si son hon. ami désirait un comité spécial, le gouvernement serait très-content d'avoir son aide.

M. YOUNG dit qu'il avait retiré sa motion, étant sous l'impression que le gouvernement avait pris l'affaire en considération, et il supposait qu'on avait intention à une période ultérieure, de proposer quelque plan pour mettre nos statistiques sur un meilleur pied qu'elles n'étaient à présent. Il savait qu'à une époque future, le gouvernement aurait à s'occuper de cette question, et en conséquence, il était parfaitement satisfait de laisser l'affaire entre ses mains.

AMENDEMENT A L'ACTE DE MILICE.

L'HON. M. VAIL fit motion pour que le bill pour amender l'acte concernant la Milice et la Défense soit lu une seconde fois.

L'HON. M. MITCHELL demanda si ce bill augmenterait les dépenses de la Milice.

L'HON. M. VAIL dit que l'augmentation serait bien minime.

L'amendement principal proposé était de placer la milice du pays sous un Major-Général au lieu d'un député Adjudant-Général, avec, il croyait, le même salaire.

L'HON. M. MITCHELL objecta à la dépense énorme encourue pour les fins de la milice, et quand on demanderait le concours de la Chambre sur les estimés de la Milice, il saisirait l'occasion d'exprimer ses vues sur ce sujet.

L'HON. M. VAIL dit, qu'à présent la dépense n'était que d'à-peu-près un million, pendant que sous l'ancien gouvernement, dont l'hon. membre faisait parti, la dépense s'élevait à un million et demi.

L'HON. M. MITCHELL.—A la dernière session, j'ai exprimé mon opinion qu'un demi-million était autant qu'on devait dépenser.

L'HON. M. VAIL.—L'hon. monsieur fit attention à ne pas exprimer cette opinion tant que son gouvernement ne fut pas sorti de charge.

L'HON. M. MITCHELL dit qu'il avait toujours entretenu l'opinion qu'il exprimait maintenant. (Rires). Les hon. messieurs de l'autre côté pouvaient rire, mais ils n'avaient pas le courage d'adhérer aux opinions qu'ils avaient exprimées quand ils étaient dans l'opposition savoir: que la dépense pour la milice devait être diminuée. Il maintenait qu'un demi-million était suffisant, et sur ce point il pensait qu'il serait supporté par l'hon. membre pour Ontario Sud.

SIR JOHN A. MACDONALD dit que son hon. ami, le chef du centre gauche, était d'opinion que tout argent dépensé était dépensé mal à propos, à moins d'être dépensé pour la milice. L'hon. monsieur avait regardé autour de la Chambre pour trouver un compagnon, et il avait trouvé soit un compagnon ou un chef dans l'hon. membre pour Ontario Sud. Relativement à la question générale de dépenses, on ne doit pas oublier qu'en 1865, on envoya une députation en Angleterre, et toute la question des contributions relatives à la dépense de l'empire fut discutée, et il fut alors décidé que la contribution de la vieille province du Canada ne serait pas pour sa propre dépense de moins d'un million de dollars par an. Cette décision n'avait jamais été changée, en foi de quoi le gouvernement